

Faut-il dissoudre le PRDS ?

Le Parti républicain démocratique et social (PRDS) est aussi appelé parti-Etat. Un État avec lequel il s'est confondu depuis sa création en 92. Son influence indéniable sur la vie nationale pose le problème de sa restructuration au même titre que celle des autres secteurs de l'État. Ainsi, de même que le CMJD a dissous les institutions constitutionnelles, ne devrait-il pas envisager la dissolution du PRDS ?

La dissolution d'un parti est un acte anachronique dans la mesure où procéder à la censure de l'expression dans un État démocratique, est une entreprise contradictoire en elle-même. Pourtant l'idée est envisageable et s'explique par la réalité même de ce parti et par la situation de la démocratie en Mauritanie.

Le PRDS n'est pas un parti comme les autres; c'est le parti-Etat depuis l'année de sa création, en 1992. En tant que tel, il se confondait avec l'administration et étendait ses ramifications tentaculaires à tous les secteurs de la vie nationale. Le président de la République était le sien aussi; les membres du gouvernement étaient tous issus de ses rangs; l'administration, à tous les niveaux, était investie par les cadres et militants du PRDS; le Parlement, en ses deux chambres, était dominé par les élus de ce parti. A telle enseigne qu'il revendiquait comme ses acquis propres, toutes les réalisations du gouvernement.

Disposant des ressources humaines de l'administration, il a aussi tout naturellement les ressources matérielles et financières de l'État. Ce qui lui a donné une force sans commune mesure avec celle des autres partis qui ne vivent que de leurs maigres ressources. Cette situation lui a permis de se doter de structures solides lui assurant une présence massive sur l'ensemble du territoire national.

Fondements

Au niveau social, le PRDS jouit du soutien des notabilités traditionnelles (chefs de tribus, chefs de villages, responsables religieux...) qui lui disponibilisent des électeurs acquis à leur cause et en conséquence malléables et corvéables à souhait, ensuite de celui des lobbies économiques et financiers dont l'influence vient compléter et renforcer le poids des notabilités. Leur travail consiste à disponibiliser les finances et autres moyens logistiques au parti. Ses pouvoirs viennent aussi de politiques (essentiellement d'ex-militants de partis politiques en rupture de ban, des cadres en mal de promotion...) et les administratifs. Aux premiers, il incombe la mission de restructurer le parti, à l'organiser et de transformer cette nébuleuse hété-

roclite en un tout homogène; aux seconds d'en faire cette redoutable machine électorale traumatisante.

Les scrutins organisés jusque-là (présidentielles, législatives, communales) portent la marque de l'administration qui a procédé à des fraudes massives expliquant les écarts enregistrés entre les candidats de ce parti et leurs adversaires. Victoires qui débouchaient parfois sur des résultats inattendus.

Cette situation n'a pas encore évolué. Intervenant pour réorganiser l'espace politique, le coup d'État du 3 août dernier n'a pas encore procédé au lessivage du système en place à l'effet d'offrir une égalité de chance à l'ensemble des futurs candidats aux suffrages. Le chronomètre a été déclenché dès le 3 août, pour une période transitoire de deux ans maximum. Pourtant, l'actuelle équipe gouvernementale est constituée - à

une exception près - de cadres issus du PRDS. Et jusqu'à plus ample informé, parmi eux, seul le Premier ministre Ould Boubacar a démissionné de ce parti. Une telle situation risque de fausser le jeu, le Prds disposant d'une longueur d'avance sur les autres et tient en main des cartes qui peuvent lui assurer le plein succès aux prochaines élections. L'administration est toujours sous son contrôle. Et si l'on n'y prend garde, le

laps de temps qui reste est insuffisant pour restructurer toute l'administration. Il faudrait bien envisager la question de la dissolution de ce parti tout en permettant à ses militants de se retrouver dans de nouvelles formations politiques. Manière de briser le cercle des lobbies qui l'ont toujours contrôlé et amorcer ainsi un renouvellement de la classe politique dirigeante.

Amar FALL

Quels partis pour quels militants ?

Le changement de pouvoir survenu le 3 août 2005 a suscité une cacophonie discordante dans l'échelle des appréciations. Épisode qui rappelle les divergences profondes qui ont émaillé la scène politique et créé la scission. Cette situation s'est traduite par une entente impossible entre partis politiques et explique leur divergence sur une stratégie commune dans leur positionnement sur l'échiquier politique national. Quelles en sont les raisons ?

Lors des présidentielles de 1992, l'espace politique a été essentiellement marqué par des regroupements au sein de sensibilités politiques, ethniques, tribales et régionales.

Une configuration imposée d'une certaine manière, par la situation qui prévalait à l'époque. La Mauritanie se situait aux confins d'une période d'exception, marquée par le lourd passif humanitaire du régime. La volonté générale exigeait le changement, et la tendance était aux regroupements. Quelque chose comme un instinct de survie commandait ainsi les rapprochements. S'étaient retrouvés côte à côte, dans les mêmes formations politiques, des sensibilités que rien, politiquement, ne lie en temps normal (le Fduc puis l'Ufd et Ufd / En, Ac, Pmr, Udp...) Toutes ces formations

ont fini par voler en éclat devant les épreuves que leur imposaient les différentes situations du pays.

Soubassement traditionnel

La plupart des formations politiques DU PAYS ne sont en réalité que des organisations qui plongent leurs racines dans la culture traditionnelle. Et ce fond de culture détermine les rapports des différentes composantes structurant les partis politiques. C'est pourquoi, celles-ci se confondent le plus souvent avec leurs dirigeants. Autour de ces derniers, se regroupent des individus ayant en commun des valeurs et des intérêts similaires (même région, même ethnie ou tribu, même culture si ce n'est même classe sociale...). Ce qui relègue au second plan les convictions idéologiques et politiques. Alors que celles-ci devaient traduire la personnalité spécifique de toute formation politique et fonder la base de ses rapports, c'est l'inverse qui se produisit. En clair, les rapports traditionnels sont transposés dans les partis et continuent à conditionner les comportements des uns et des autres.

Aussi, les lignes de fractures qui apparaissent lors de scissions correspondent aux lignes de démarcations des sensibilités traditionnelles et identitaires.

Échantillons

L'exemple le plus expressif est sans nul doute l'Ufd (puis l'Ufd / En). En son sein coexistaient tant bien que mal l'Ird (Initiative pour un rassemblement démocratique) premier groupe qui a soutenu la candidature d'Ahmed Ould Daddah.

Composé d'anciens Kadihines, ils sont pratiquement tous de la même ville. De même que les "Indépendants". Ils ont constitué "la garde rapprochée" d'Ahmed Daddah. Ce regroupement n'a jamais rassuré El Hor, autre sensibilité sociale exclusivement haratine dont le cheval de bataille est la lutte pour l'éradication de l'esclavage (en milieu maure). Son leader n'a jamais voulu "se laisser ravir la vedette" par un homme soupçonné, à ses yeux, de représenter la classe des esclavagistes. En face, il y avait les formations des négro-africains qui allaient constituer le "Comité de crise" lors de la scission avec le parti (Red, Pud, Rej, Amn). Le combat politique tournait autour de la question de l'exclusion dont ils sont les victimes de la part du pouvoir d'alors.

Troubles

Le Centre démocratique du défunt Hamdi Ould Mouknass était né quant à lui par la volonté d'anciens ministres et cadres du gouvernement du défunt Mokhtar Ould Daddah. Des hommes de la même génération. Ils allaient eux aussi se scinder en plusieurs groupes.

L'Idf (Initiative pour un forum démocratique) comprenait des anciens militants du Mouvement national démocratique (Mnd), des sympathisants de El Hor. Constituée pour l'essentiel de Ehel Charg.

Le Mouvement démocratique indépendant (Mdi) était composé de jeunes, disposant d'une formation théorique remarquable et très dynamique. Mais ils appartenaient tous à une classe sociale qui limitait nécessairement leur marge de liberté. Les pressions - et les tentations d'une vie

"tranquille" - ont vite fait d'avoir raison d'eux. Certains tels Bechir Ould Moulaye El Hacem Ould Kebd, ont rejoint le camp adverse qui correspondait finalement à leur profil social.

Le Rdu a connu des départs du même type en 92. Un groupe va se retirer pour s'associer avec une partie des Indépendants - qui soutenaient l'idée de création d'un parti avec Ahmed - pour fonder le parti Mithaaq El Watani. Au même moment, l'Udp connaîtra quelques grandes fractures; départs du groupe Mohamed Aly Chérif, Bouleiba, Yarba Ould Sghair... puis les Boulah Ould Moctar Lahi, Bamba Ould Yezid, Chérif Ould Hadrami... ensuite Mohameden Ould Babbah, puis Sidi Ould Ahmed Deya, ensuite Ahmed Kelly Ould Cheikh Sida... Pour leur part, le Pmr récupéré par Ould Jiyid, l'Up, Attalia, Ac... Tous connaîtront des scissions qui se feront au détriment de la ligne politique des partis.

Conflits de générations

A ces éclatements, qui se passent entre gens de la même génération mais d'appartenance sociale ou culturelles différente, viennent s'ajouter d'autres scissions intergénérationnelles.

Ces dernières crises traduisent le besoin du renouvellement des classes politiques dirigeantes. C'est par exemple ce qui s'est passé au sein de l'Ex-Ac qui a vu la crise survenir au sein de El Hor et au sein des mouvances négro-africaines.

Suite page 10

Les hratines ont rallié le Rfd et les autres sont partis fonder l'Ajd (ces orientations demandent explication). Les uns et les autres estimaient que ces dirigeants étaient dépassés et que ni leurs idées ni leurs querelles ne les engageaient. Le débat véritablement contradictoire n'étant pas toléré au sein des formations, le départ est alors la seule issue qui reste aux mécontents.

L'Undd a connu un phénomène pareil à la veille des présidentielle de 2003. La décision -unilatérale- de son président de rallier la majorité présidentielle n'ayant pas plu à tout le monde.

Impasse qui prouve que tous les partis qui parlent au nom de la démocratie, oublient de l'instituer en leur sein. La majorité des dirigeants étant eux-mêmes des figures traditionnelles (pas nécessairement des chefs!), ils restent prisonniers de leur culture et nouent leurs rapports dans la logique des relations sociales traditionnelles d'une part et de l'autre, d'une sorte de "légitimisme paternaliste" traditionnel qui voudrait que les vieux commandent toujours les jeunes.

C'est dire que ce nomadisme n'est pas nécessairement un mal en soi. Il exprime le besoin de renouvellement de la classe politique traditionnelle et l'aspiration à une autre façon d'aborder les problèmes auxquels est confronté le pays en sortant des ornières imposées par des vieux qui refusent de céder face à une réalité qui a entamé leur disqualification, et une classe d'opportunistes qui ne sont là que pour s'en mettre plein les poches. Phénomène normal de recomposition de l'échiquier politique national.

Cheibany Ould Ely